

ASPECTS METHODOLOGIQUES DE LA PLANIFICATION EN AFRIQUE

par Youri POPOV *

Mode passagère ou nécessité objective ?

A l'heure actuelle les plans et les programmes économiques sont un fait courant en Afrique (1). C'est ainsi que l'on peut trouver presque dans tous les pays africains un Ministère, des Directions, des Conseils, des Comités, des services chargés de la planification. Cette tendance commune à la planification se rencontre dans les pays dont l'option politico-économique est souvent différente. Quelles sont les causes essentielles objectives et subjectives de ce phénomène ?

Face aux difficultés héritées du colonialisme, l'Afrique a inévitablement voulu assurer son développement économique en s'appuyant sur le secteur public. Le développement de ce secteur signifie pour les pays en voie de développement :

— la suite logique de la lutte contre l'impérialisme qui est très souvent un moyen pour réduire l'emprise des monopoles étrangers ;

— une forme efficace de la mobilisation des ressources nationales dans l'intérêt du peuple ;

* Professeur associé à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques d'Alger, Professeur agrégé à la Faculté de Moscou.

(1) Voir à ce sujet : **Planification du développement économique et social équilibré**, Nations Unies, New-York, 1964, p. 308 ; **Planification en vue du développement économique** Nations Unies, New-York, 1963, 173 p. ; **Plans de développement : Evaluation des objectifs et progrès réalisés dans les pays en voie de développement**, Nations Unies, New-York, 1965, 143 p. ; **Les schémas de reproduction et la méthodologie de la planification socialiste**, par Mohamed Dowidar Editions Tiers-Monde, Alger, 1964, 447 p. ; **L'économie du Maghreb. Les perspectives d'avenir** par Samir Amin, Les Editions de Minuit, Paris 1966, 226 p.

— une certaine limitation du secteur privé dans l'Economie Nationale ;

— la protection de l'Economie Nationale contre les conséquences néfastes du marché mondial ;

— l'expansion des centres de production grâce à l'utilisation des méthodes techniques et technologiques les plus modernes.

Le développement du secteur public constitue donc la base matérielle pour la planification efficace. Le recours à la planification signifie le rejet du schéma du libéralisme économique « classique » et le refus d'emprunter le même chemin parcouru par l'Europe Occidentale et l'Amérique du Nord.

Mais le refus catégorique du libéralisme économique classique ne doit pas nous entraîner vers un autre danger qui consiste à considérer la planification comme une baguette magique résolvant automatiquement tous les problèmes. Cette conception est basée sur l'oubli que la planification dans les pays socialistes s'est formée parallèlement aux changements socio-économiques (la socialisation des moyens essentiels de la production, l'industrialisation socialiste, la modernisation de l'agriculture, la révolution culturelle).

Autrement dit, éviter l'approche utilitaire dans la planification : accepter avec facilité les fruits de la planification sans réaliser les conditions nécessaires à son succès. Cette tendance a donné naissance à une autre exagération, au pessimisme injustifié à l'égard de la planification dans les pays d'Afrique. En effet, apparemment, la majorité des plans et des programmes économiques ne sont pas réalisés intégralement ou se réalisent avec un grand retard. Tous ces phénomènes contradictoires de la réalité africaine exigent une analyse approfondie des problèmes de la planification.

Cercle vicieux ou difficultés surmontables ?

La majorité des pays d'Afrique ont obtenu leur indépendance politique il y a à peine cinq ans. Au cours de ces années ils ont commencé à élaborer leurs premiers programmes économiques, qui ne sont que l'embryon de la planification ou des « pré-plans », comme on les appelle. Très souvent les

économistes occidentaux, à notre avis, essaient d'exagérer les difficultés de la planification en Afrique, en mettant en relief les obstacles à caractère technique : le manque de cadres, l'absence ou l'insuffisance de données statistiques, etc... Certes ces difficultés ne sont pas à négliger ; très souvent elles constituent des « goulots d'étranglement » qui freinent l'exécution des programmes tracés. Pourtant les difficultés essentielles résident non pas dans le domaine technique mais dans les causes socio-économiques. La difficulté essentielle se situe dans le fait que les pays Africains s'efforcent de planifier leur développement alors que les pôles de décisions sont tenus très souvent par des monopoles étrangers.

L'indépendance politique a donné d'appréciables résultats : la liquidation des formes les plus brutales de l'exploitation coloniale qui a un caractère essentiellement extra-économique comme les spoliations, le travail forcé, l'expropriation des meilleurs terres etc...

Mais l'indépendance économique n'est pas très souvent réalisée. Au cours de la domination coloniale, l'impérialisme a réussi à rendre l'économie africaine tribulaire de l'économie métropolitaine. Cette dépendance se manifeste dans tous les domaines : dans la production, dans la réalisation du produit (commercialisation), dans la consommation.

Dans le domaine de la production, surtout industrielle, le capital étranger occupe la place privilégiée et, jusqu'à présent, la production nationale est destinée au marché extérieur plutôt qu'au marché intérieur. Même le capital national est obligé de recourir à l'équipement technique et aux spécialistes étrangers. Le problème se complique davantage par le fait que le système financier et de crédit, se trouve très souvent détenu par les étrangers.

La réalisation des produits fabriqués dans les pays africains, dépend du marché mondial capitaliste. C'est ainsi que l'on caractérise avec raison l'économie africaine comme une « économie ouverte » : une évolution des prix mondiaux donne une répercussion immédiate et néfaste sur les programmes économiques des pays africains. Il s'est formée une situation grave en créant la spécialisation de caractère colonial de l'économie africaine à l'heure actuelle, les monopoles capi-

talistes veulent les soumettre au chantage économique. Le refus d'achat du vin Algérien par la France, met en cause l'existence de milliers de paysans Algériens vivant de ces vignobles ; la chute des prix mondiaux du plomb entraîne le licenciement des milliers de mineurs Nigériens etc...

La spécialisation de la production coloniale a aussi créé la dépendance dans sa propre consommation. Produisant essentiellement de l'arachide, du café, du cacao, du jute, du coton, exportés à l'étranger, l'Afrique est contrainte d'importer la majorité écrasante des articles alimentaires (céréales, pommes de terre, légumes, viande) qu'elle produisait jadis sur son continent. De plus, les revenus des ménages sont consacrés essentiellement à l'achat de produits industriels de fabrication étrangère.

La domination coloniale prolongée a désarticulé l'économie des pays africains. Les différents secteurs de l'activité économique sont très peu liés entre eux. Ainsi la production agricole est destinée à l'exportation, tandis que les machines agricoles et les engrais sont importés. D'autre part les produits des industries extractives sont exportés alors que la masse des salaires est consacrée à l'achat de produits industriels importés. Les moyens de transport sont plutôt utilisés pour l'importation et l'exportation, que pour assurer les liaisons économiques entre les régions. Les activités sociales (et même les loisirs) se trouvent plutôt à la portée de la population européenne que locale etc...

Il s'est créé une situation très bizarre : dans chaque pays, les secteurs économiques désarticulés créent un certain produit qu'on peut appeler « produit sommaire » plutôt que national. A notre avis, à l'heure actuelle nous assistons à la renaissance de l'économie nationale dans la majorité des pays d'Afrique.

Cette particularité doit être retenue par les planificateurs. La balkanisation artificielle politique et économique a provoqué la désintégration des économies africaines. Aucun continent ne connaît une telle multiplicité d'Etat « pygmés » aux dimensions économiques très réduites, plus liés économiquement avec les ex-Métropoles qu'avec leurs voisins les plus proches. Cette division artificielle de l'Afrique a posé dans le domaine des programmes économiques des problèmes supplémentaires tels

que celui de l'écoulement de la production éventuelle, non seulement sur le plan local où les possibilités sont limitées mais aussi sur le plan régional voire africain. Dans ce contexte, il n'est guère possible coordonner entre pays l'utilisation des moyens de communications et de réaliser, par des efforts conjugués, de grands ensembles industriels.

Une autre difficulté pour le développement économique africain réside dans le fait que la majorité des programmes économiques de ces pays africains sont financés par des sources extérieures. Cette particularité est utilisée souvent par les puissances impérialistes, d'une façon camouflée ou sous forme de chantage ouvert ; on retarde des crédits ou les prêts qui ont été promis, en imposant des conditions politiques. Ainsi pour la vente de l'équipement technique nécessaire et l'envoi de spécialistes.

Jusqu'à présent nous avons évoqué des difficultés d'ordre externe, résultant de la domination coloniale prolongée. L'existence de ces phénomènes rend plus ardue la tâche des planificateurs africains.

Certes la lutte pour l'indépendance économique, ne peut triompher définitivement en quelques mois. Les possibilités de la planification s'élargissent, deviennent plus efficaces au fur et à mesure de l'acquisition de la souveraineté économique. Mais il nous semble de plus en plus opportun à l'heure actuelle, alors que les pays africains ont déjà célébré le quatrième ou le cinquième anniversaire de leur indépendance, d'examiner les causes internes qui gênent la planification africaine.

La reconversion du pouvoir politique de l'appareil de l'Etat et des structures administratives.

La période de la transition dans les pays d'Afrique se réalise dans des conditions très particulières. Une de ces particularités est telle que la transformation de la structure socio-économique, héritée du colonialisme, a lieu quand le problème fondamental de n'importe quelle révolution celui du pouvoir politique et des institutions politico-administratives n'est pas encore définitivement résolu. Cela signifie que l'indépen-

dance politique est obtenue grâce à la lutte décisive du mouvement national de libération, qui était très souvent un parti politique.

Mais en réalité il s'agissait de mouvements populaires composés des différentes couches et classes sociales : paysannerie, ouvriers, employés, commerçants, intellectuels, officiers.

Il est clair que dès que l'indépendance politique est acquise, inévitablement il se pose le problème d'un certain regroupement au sein du mouvement national. Alors sont apparues les divergences dans l'appréciation relative à l'orientation et à la méthode des transformations socio-économiques à entreprendre. Dans plusieurs pays, s'est posé logiquement le problème de l'unité révolutionnaire au lieu de l'unité nationale, valable uniquement pendant la lutte de libération nationale. Après l'indépendance politique, l'accentuation des divergences entre les différents groupes et couches sociales, entraîne la nécessité objective de la reconversion du mouvement national en parti politique bien structuré, en parti d'avant-garde. Très souvent dans la majorité des pays d'Afrique, pareil parti politique est en voie de formation : on élabore une plate forme idéologique commune, on essaie de renforcer la discipline du même parti, on établit les relations entre le sommet et la base, on entreprend le travail d'explication.

La période de « rodage » nécessaire se caractérise par des compromis temporaires, par le changement des rapports de forces entre différents courants, par des formules fluides et vagues. Bien sûr tout cela influence négativement l'élaboration des programmes économiques concrets. Nous voyons donc que le problème de la planification n'est pas un problème purement technique, mais d'abord socio-politique. Dans n'importe quel pays la planification a toujours été l'expression de la politique économique des institutions politiques et de l'Etat.

De même au cours de cette période de la transition se pose le problème des relations entre le parti politique en formation et appelé à jouer le rôle d'avant-garde et l'appareil d'Etat qui est un organisme d'exécution. La réforme de la fonction publique dans les pays d'Afrique est un phénomène courant : changement de structures, africanisation des cadres. Dans quelques pays d'Afrique, les changements dans ce domaine

ont un caractère plutôt quantitatif que qualitatif : le nombre de postes occupés par les nationaux augmente alors que diminue ceux occupés par les Européens. Mais du point de vue qualitatif, il y a très peu de changement : la lourde structure administrative de l'époque coloniale est très souvent conservée, les méthodes bureaucratiques survivent encore, le niveau professionnel des fonctionnaires laisse à désirer et les survivances du tribalisme et du clan préoccupent beaucoup les dirigeants politiques africains. Dans quelques pays, l'appareil d'Etat est obligé d'utiliser un grand nombre de conseillers techniques étrangers provenant pour la plupart des ex-métropoles. Sans mettre en cause l'honnêteté de plusieurs d'entre eux, ne sont-ils pas parfois utilisés comme moyens de pression néo-colonialiste sur les gouvernements africains ?

Très souvent dans les pays d'Afrique, au sud du Sahara, le budget de fonctionnement est financé par les subventions des ex-métropoles. C'est un moyen d'intervention non négligeable dont dispose encore le néo-colonialisme.

Formé dans les universités étrangères, et sauvegardant les avantages de la fonction publique de l'époque coloniale, une partie de ces fonctionnaires africains glisse facilement vers des positions néo-colonialistes contraires aux intérêts du peuple dont elle est issue. Elle constitue un terrain fertile pour la formation de cette fameuse bourgeoisie « bureaucratique » qui va parfois jusqu'au sabotage ouvert ou camouflé des mesures économiques prises par les institutions politiques. De ce phénomène réel, il ne convient bien sûr pas d'en exagérer l'ampleur. C'est ainsi que toutes ces causes internes à caractère politico-social (la formation en cours du parti politique, le faible contrôle des décisions politico-économiques de la part du parti, une forte pression du néo-colonialisme, le problème des cadres nationaux, le manque d'expérience dans le domaine de la planification) expliquent dans une grande mesure les lacunes que rencontre la planification contemporaine :

— Le retard et la lenteur mis à prendre les mesures urgentes de la planification.

— La faible efficacité des mesures économiques prises.

— L'incoordination entre les différents services administratifs.

— Les hésitations dans la réalisation des objectifs, en particulier ceux qui sont liés aux profonds changements socio-économiques.

Premiers pas et premiers succès.

L'analyse objective des difficultés dans le domaine de la planification africaine, les remarques critiques sévères qui en découlent ne doivent en aucune manière conduire au pessimisme. Faut-il entreprendre la planification ? Les Etats africains sont-ils capables de planifier ? Il nous semble qu'après en avoir analysé les nombreuses difficultés, on peut mieux apprécier la signification, l'importance des réalisations obtenues par les pays africains dans leur développement économique. La première constatation est que l'indépendance politique et les premiers programmes économiques ont permis d'augmenter le taux de la croissance économique. Il est caractéristique que l'augmentation du taux de croissance s'accompagne par des changements structurels dans l'économie des pays d'Afrique et des pays en voie de développement. Il s'agit tout d'abord du fait que la production industrielle dans ces pays se développe plus rapidement que les autres secteurs économiques. Cette évolution prend un aspect encore plus net si nous en faisons la comparaison avec les pays industrialisés. Selon les données de l'O.N.U. (*Monthly Bulletin of Statistics*, nov. 1963), cette évolution peut être présentée ainsi :

Taux d'accroissement moyen annuel de la production industrielle de 1938 à 1962 dans les pays socialistes

	1938-1962	1938-1948	1948-1955	1955-1962
Total	4,8	3,7	6,6	4,6
Pays industrialisés	4,3	3,75	6,5	4,3
Pays non industrialisés ..	5,6	3,3	6,8	7,9

Résultat d'une certaine augmentation des rythmes du développement, leur part dans la production industrielle mondiale s'est accrue jusqu'à 13 %.

Par ailleurs l'accroissement du taux de la croissance économique est devenu possible grâce au développement prioritaire du secteur public qui sert de support à l'industrialisation nationale.

En élaborant des programmes industriels, plusieurs pays africains plus ou moins audacieux, ont renforcé leur contrôle sur le secteur privé et surtout les capitaux étrangers. Certains pays ont établi le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. Ces mesures sont extrêmement importantes pour ces pays où l'économie est « ouverte », c'est-à-dire dépendante de l'évolution du marché mondial.

Des résultats non moins importants ont été obtenus dans le domaine de l'éducation et de la santé publique. En effet, dans les programmes économiques d'Afrique, une importante proportion des ressources budgétaires leur est généralement consacrée. Les résultats obtenus ne sont pas négligeables. Ainsi le taux de la scolarisation augmente rapidement, tandis que baisse celui de la mortalité. L'augmentation rapide du corps enseignant et médical va de pair avec la construction d'écoles et d'hôpitaux. L'africanisation du corps enseignant, l'élaboration de nouveaux programmes scolaires permettent d'obtenir un enseignement à caractère national.

Pourtant le point le plus vulnérable reste l'enseignement supérieur. Dans ce domaine, très peu nombreux sont les professeurs africains et les programmes d'études en vigueur sont très souvent copiés sur ceux des universités des ex-métropoles. Cependant des changements importants commencent à s'opérer ; un nombre important d'étudiants africains ont la possibilité de faire leurs études supérieures non seulement dans les universités de l'Europe Occidentale ou des Etats-Unis d'Amérique, mais aussi dans les pays socialistes. Les échanges culturels et scientifiques entre les pays socialistes et l'Afrique permettent d'accélérer le processus de formation des cadres nationaux, et d'élargir leur horizon, de faire la connaissance des premières sources de la planification et de la construction socialistes.

Dans quelques pays d'Afrique, dans les programmes économiques, une place importante est réservée aux chantiers populaires et aux investissements humains. C'est une tentation opportune que celle d'utiliser l'enthousiasme des masses libérées de la domination coloniale pour construire routes, chemins, écoles, hôpitaux, stades. Et sans doute est-ce là un nouveau phénomène de la réalité africaine dont le développement réside dans une nouvelle attitude à l'égard du travail.

Pourtant l'expérience accumulée dans ce domaine montre qu'il est impossible d'exagérer dans la planification les résultats de ces mesures basées sur des stimulants moraux. Elles ne peuvent donner des résultats positifs et efficaces que si elles sont bien préparées et bien dosées, si elles correspondent directement aux intérêts de la population.

On peut considérer comme un certain succès, les réalisations économiques inter-africaines. Dans ce domaine certains projets économiques concrets deviennent plus faciles à réaliser que les accords politiques. Ceci s'explique par l'orientation anti-impérialiste, démocratique de la majorité des Etats Africains qui tous souffrent de la mainmise des monopoles étrangers. Ce qui permet en dépit de divergences politiques très nettes, de réaliser certains projets économiques assurant leur auto-défense vis à vis du capital étranger. C'est dans ce sens que se discutent divers projets économiques à vocation régionale, au Maghreb, en Afrique Occidentale et Orientale et aussi à l'échelle du Continent (Marché Commun africain, Banque Africaine pour le développement).

Il n'est pas possible de passer sous silence un autre aspect du développement économique africain, c'est l'utilisation souple et consciente par certains pays des crédits, des prêts, de l'équipement technique des puissances impérialistes et le recours à l'aide des pays socialistes. Le fait que ce monopole impérialiste dans le domaine de l'attribution des crédits, des prêts, de l'assistance technique soit ébranlé, constitue un phénomène positif favorable pour le développement économique. Désormais avec l'apparition des pays socialistes sur le marché financier mondial, les pays africains ont la possibilité de choisir entre ce qu'on leur propose et ce qui correspond réellement à leur intérêts vitaux. Au cours des dernières dizaines d'années le taux de l'intérêt pour les prêts étrangers a subi une remarquable baisse. Les pays africains ont la possibilité de neutraliser les conditions politiques inséparables de l'assistance impérialiste. Cet aspect est d'autant plus important, que le financement des projets économiques s'effectue par les sources externes.

Quelle expérience suivre ?

Les pays d'Afrique ont commencé à planifier quand, à travers le monde, on a déjà accumulé une certaine expérience dans ce domaine. Les pays socialistes, s'appuyant sur la plani-

fication scientifique, ont réussi à s'assurer un développement harmonieux et accéléré. D'autre part le monde capitaliste a souvent recouru à l'intervention de l'Etat dans l'économie en entreprenant des mesures dans le domaine de la régularisation économique, en essayant de faire des pronostics économiques, pour une période prolongée. C'est sur cette base qu'est née et se développe la planification qu'on qualifie de « stimulante », « indicative » ou « souple », qui préserve les droits sacrés de la propriété privée capitaliste : la comptabilité nationale française constitue un exemple de ce genre. Il est naturel que les pays Africains se retrouvent face à un dilemme : soit la planification socialiste, soit la « planification » de type occidental.

Quelle expérience retenir ? La réponse à cette question est l'affaire souveraine des peuples africains et de leurs leaders. Nous ne sommes pas des partisans de donner des recettes toutes faites. Ce qui nous intéresse avant tout c'est l'analyse méthodique des possibilités d'utiliser telle ou telle expérience du point de vue de la théorie de la planification.

Revenons par exemple à la planification de type occidental. L'intervention de la part de l'Etat dans l'économie des pays industrialisés s'explique par le fait que le caractère social de la production moderne ne peut pas s'accommoder avec le caractère étroit de la propriété privée capitaliste. Cette contradiction fondamentale du capitalisme contemporain entre le caractère social de la production et la forme privée d'appropriation est une cause essentielle du développement du capitalisme des monopoles d'Etat. Sur cette base se développent les différentes formes de la planification « démocratique », « stimulante », « indicative ». Il existe une grande différence entre les fonctions économiques d'un Etat d'un pays capitaliste et d'un Etat Africain. Si le capitalisme monopoliste d'Etat et de la planification indicative qui lui est liée, a comme tâche principale de sauver, du moins de sauvegarder les conditions de la reproduction du capital monopoliste, les programmes économiques des jeunes Etats sont appelés à changer radicalement les conditions défavorables pour leur développement économique.

De plus ils s'assignent comme tâche de créer une économie nationale au plein sens du mot. Autrement dit si « planifi-

cation » dans les pays capitalistes industrialisés est liée essentiellement aux fonctions du « sauvetage » de l'Etat, dans les pays en voie de développement elle est liée à la fonction créatrice de l'Etat. La planification du type occidental a trouvé sa place dans l'économie capitaliste non pas à l'aube de son industrialisation, mais l'époque de la crise générale du capitalisme, c'est-à-dire quand lui a été imposée la compétition économique avec le système mondial du socialisme, quand il a perdu ses empires coloniaux, quand ses contradictions internes se sont accentuées jusqu'à leurs extrémités.

Autrement dit le niveau de développement des forces productives des pays capitalistes industrialisés, leur contexte socio-économique diffèrent beaucoup de ceux des pays africains. Même pour cette seule raison est-il possible de « parachuter » la planification occidentale en Afrique ?

D'autre part la planification du type occidental se base sur la théorie de la répartition des revenus, c'est-à-dire englobe essentiellement la sphère de la redistribution. Par le mécanisme des institutions financières, des crédits, des subventions, des dotations, l'Etat capitaliste essaie dans la sphère de la répartition d'influencer la production future. Très souvent les partisans de la planification « démocratique » considèrent comme un facteur important la présence du mouvement syndical développé qui influence la répartition du revenu.

En ce qui concerne l'Afrique, le problème du développement se pose plutôt dans la sphère de la production que dans le domaine de la redistribution. Si la planification française par exemple essaie de régulariser son développement économique, sans porter atteinte à la propriété capitaliste et à la liberté privée de l'entreprise, les pays d'Afrique, à notre avis, peuvent réaliser le démarrage du développement économique à condition qu'ils changent radicalement les formes de la propriété existante : la limitation progressive et après la liquidation de la propriété des monopoles étrangers, un contrôle efficace du développement du capital national, le changement des formes de la propriété rurale à la suite de la réforme agraire etc... De plus le mouvement syndical ouvrier n'existe pas d'une manière développée en Afrique.

En outre la planification du type occidental se réalise essentiellement sur le marché national du capital et de la

main d'œuvre. Il est à préciser qu'il s'agit du marché national : français, hollandais etc... Il est difficile de concevoir comment peut fonctionner pareil système de planification dans les pays d'Afrique où le marché national est encore en pleine formation et où la partie essentielle des produits créés sur ce continent doit se commercialiser sur le marché extérieur. C'est pourquoi les pays africains déploient de grands efforts pour affaiblir les conséquences néfastes des fluctuations du marché extérieur.

Cette considération théorique se justifie par l'aspect technique de la planification occidentale : le plus souvent les planificateurs occidentaux utilisent les tableaux de Léontiev et « sa théorie input et output » basés sur les échanges intersectoriels de l'économie nationale ; même du point de vue de la « technicité » de la planification, il est extrêmement difficile d'imaginer comment peut-on utiliser les « damiers » de Léontiev dans la planification des secteurs désarticulés de l'économie africaine. Il faut tenir compte aussi du fait que la planification française se termine au stade de l'élaboration du plan dont la réalisation est l'œuvre du marché. Mais, à notre avis, le plus important pour les pays d'Afrique est le stade de l'exécution efficace du plan qui nécessite l'intervention permanente de l'Etat.

Il n'y a pas de planification en soi, mais la planification est appliquée pour résoudre des problèmes socio-économiques bien déterminés. Sous cet angle, il est intéressant de saisir les aspects humains et sociaux de la planification. Ce qui nous oblige à ne pas faire abstraction de la question fondamentale de n'importe quelle planification : *par qui est-elle faite ? et dans l'intérêt de qui ?*

Dans quelle mesure cette planification souple a réussi à résoudre le problème du plein emploi, de l'injustice sociale et de ses oppositions sociales. Autre question qui n'est pas sans intérêt : les systèmes du développement « planifié » de l'Europe occidentale peuvent-ils satisfaire les peuples d'Afrique pour qui le temps est question « d'être ou de ne pas être ». Toutes ces questions demandent une analyse détaillée.

Faut-il copier ou utiliser d'une manière créatrice l'expérience de la planification socialiste ?

Le pessimisme exprimé sur l'utilisation éventuelle, par les pays d'Afrique, de la planification occidentale ne signifie en aucune manière le recours à l'extrémité contraire : copier aveuglément la planification socialiste. En effet il nous semble que la transplantation automatique dans les pays d'Afrique des formes et des méthodes de la planification contemporaine socialiste, par exemple celle de l'Union Soviétique, relèverait de l'aventurisme économique. Tout d'abord le contexte socio-économique de l'Union Soviétique diffère de celui des pays d'Afrique. La planification soviétique bénéficie d'un demi-siècle d'expérience à travers des périodes difficiles dans son développement. Elle est devenue une arme efficace dans la construction socialiste après avoir réalisé toute une série de prémices matérielles, politiques et organisationnelles. La tentative de « brûler les étapes » c'est-à-dire d'éviter la période de transition du capitalisme au socialisme, pourrait mettre en cause les fondements de la planification socialiste.

La théorie du socialisme scientifique, cette science historique, demande non seulement l'analyse du mûrissement des rapports socialistes mais aussi l'analyse de la situation internationale. Il est évident qu'au cours du dernier demi-siècle, le monde a connu des changements fondamentaux. Si l'Union Soviétique a commencé à planifier dans les conditions de l'autarcie économique imposée, survécu à la guerre civile destructive, les pays d'Afrique commencent à élaborer leurs premiers programmes économiques en s'appuyant sur l'aide désintéressée du système mondial socialiste, en utilisant non seulement les sources internes mais encore les sources externes de financement pour leur développement, en évitant la guerre civile, enfin en bénéficiant de l'expérience de la planification socialiste. L'utilisation de l'expérience socialiste pendant la période de transition vers le socialisme est riche d'enseignements pour les pays d'Afrique.

A notre avis, l'utilisation de cette expérience n'est possible que pour les pays Africains d'option socialiste qui ont entrepris des changements révolutionnaires sur tous les plans (politique, social, économique). L'expérience de la planification socialiste a montré que les formes et les méthodes concrètes peuvent être très variées selon les particularités historiques, sociales et économiques de ces pays.

Dans ce domaine il est extrêmement important de trouver une juste mesure entre les traits universels et les traits particuliers et c'est là que se manifeste l'art de la politique économique qui ne consiste pas à copier aveuglément mais à utiliser consciemment l'expérience universelle. Sous l'angle de la méthodologie, il nous semble que pour les pays d'Afrique, l'étude de l'expérience de la planification socialiste dans beaucoup de domaines pratiques et théoriques est d'un intérêt appréciable. Par exemple l'expérience de la planification soviétique débutante (jusqu'aux premiers plans quinquennaux, c'est-à-dire de 1917 à 1928) montre qu'il est possible d'entreprendre la planification sans attendre la réalisation de toutes les conditions nécessaires à la planification intégrale. Il manquait, par exemple, de statistiques, on a utilisé les méthodes d'estimation ; la planification n'a pas attendu la formation des cadres éclairés ; ces derniers ont été formés parallèlement à la réalisation des plans. L'enthousiasme des masses, leur initiative créatrice a largement compensé l'insuffisance des données statistiques et des cadres.

Les premiers plans soviétiques n'étaient pas intégraux mais très partiels et modestes. L'Union Soviétique a utilisé les méthodes directes de la planification pour le secteur d'Etat socialiste et les méthodes indirectes pour les autres secteurs (secteur coopératif, secteur privé) sans avoir encore ni le plan intégral, ni le plan quinquennal. Le peuple soviétique à partir de 1920 a adopté le plan à long terme pour 10 à 15 ans « Plan d'électrification de la Russie » de Lénine (GOERLO). Les premiers pas dans la planification sont accompagnés par une lutte politique acharnée. La réussite du parti politique au pouvoir est due au fait qu'il a combattu tous les courants politiques, imposant la planification contraire aux intérêts de telle ou telle classe laborieuse, soit la paysannerie, soit la classe ouvrière. La planification socialiste doit se baser sur l'alliance politique des classes laborieuses. Cette jeune planification a réussi à attaquer les problèmes-clés : problème d'accumulation, équilibre du budget national, introduction du monopole d'Etat dans le commerce extérieur. La première expérience en Union Soviétique a montré que le succès de la planification dépend dans une grande mesure du rôle du parti d'avant-garde et du soutien de ce dernier par les masses. L'expérience des premiers plans quinquennaux est aussi très significative. Dans

ces premiers plans (1928-1937) le secteur socialiste a triomphé définitivement du secteur capitaliste. Plusieurs problèmes humains d'importance fondamentale ont été résolus : la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme ainsi que le chômage, l'augmentation du niveau de vie, la réalisation de la révolution culturelle. L'Union Soviétique, de pays agraire devient une puissance industrielle.

Comment sortir du cercle vicieux ?

Il y a un demi siècle, on exprimait beaucoup de pessimisme à l'égard de la planification socialiste de l'Union Soviétique. Plusieurs économistes se demandaient comment sortir du cercle vicieux, à cette époque, un pays essentiellement agricole, avec un faible revenu par tête d'habitant, la majorité de la population analphabète, l'absence de cadres planificateurs, le manque de capitaux, etc...

Bien sûr, les points de départ, dans la planification socialiste de l'Union Soviétique et des pays d'Afrique sont différents. En effet la période de l'option socialiste pour plusieurs pays d'Afrique, signifie le passage du colonialisme vers le socialisme tandis qu'en Union Soviétique le passage s'est fait du capitalisme vers le socialisme. Cette particularité et les conséquences qui en découlent ne sont pas un obstacle insurmontable pour les pays d'Afrique. Il existe, à notre avis, des possibilités réelles pour rompre le soit-disant « cercle vicieux » dans lequel se trouvent les pays d'Afrique.

Pour la planification efficace il serait absolument indispensable d'élaborer un programme économique à long terme pour 10 à 15 ans. Il ne s'agit pas bien sûr d'un plan très détaillé, intégral, mais d'un document scientifique et économique qui ouvre une perspective de développement. Même en tenant compte du manque de statistiques et des fluctuations économiques, il est possible d'élaborer ce programme qui englobe les domaines suivants :

— Les indices les plus importants de la production de l'économie nationale (industrie, agriculture, transports et services).

— Les sources de l'accumulation et le taux de la croissance économique.

— La répartition du fonds d'accumulation entre les différentes branches et secteurs économiques.

— La garantie de l'équilibre économique dans la balance internationale des paiements, le fonds des marchandises, le pouvoir d'achat et le budget etc...

— Les besoins en main d'œuvre et la formation des cadres.

— L'amélioration de la santé publique et de l'enseignement.

— Les mesures, les réformes et les moyens de la politique économique qui garantit l'exécution du programme.

Ce programme doit s'appuyer sur le développement économique du secteur d'Etat. Comme pour les premiers pays socialistes, l'industrialisation des pays d'Afrique est une nécessité vitale.

Faut-il copier la structure de l'industrialisation soviétique par exemple ? nous ne le pensons pas. Il n'est pas nécessaire pour les pays d'Afrique de créer le même éventail des branches industrielles qu'en Union Soviétique. Si le principe de l'industrialisation des pays africains demeure aussi valable qu'en Union Soviétique, la structure n'est pas la même.

Un problème urgent pour les pays d'Afrique est celui de l'utilisation sur place des matières premières, aujourd'hui exportées presque entièrement afin de produire, tout d'abord, les articles de première nécessité alimentaires ou industriels, encore importés. Donc le démarrage du développement économique est lié à la solution de ce problème. Même en cette période de redressement de l'économie il devient indispensable de créer des industries pour le bâtiment. Tout cela constitue les conditions nécessaires pour la création des industries de la construction mécanique, produisant tout d'abord des machines destinées à l'agriculture. Cette structure de l'industrialisation est possible dans une grande mesure pour les pays d'Afrique. De plus l'évolution du contexte international permet aux pays africains d'utiliser efficacement l'aide des pays socialistes dans des conditions avantageuses : équipement technique moderne par le moyen des crédits « clearing », prêts à long terme à un taux d'intérêt très bas etc... Cette aide socialiste permet de neutraliser plus efficacement les monopoles étrangers qui constituent un frein essentiel au développement des pays

d'Afrique. Ces pays ont accumulé une riche expérience dans la lutte contre le capitalisme étranger. Le monopole d'Etat du commerce extérieur, le code des investissements, la politique fiscale de l'Etat, voire même la nationalisation des entreprises étrangères quand cela s'avère nécessaire, constituent des moyens efficaces pour empêcher la mainmise du capital étranger.

La planification efficace de caractère socialiste peut se développer au fur et à mesure que se développe la socialisation des moyens essentiels de production. Cela ne veut pas dire que la planification socialiste signifie la liquidation brutale du secteur privé.

La planification efficace de caractère socialiste peut se développer au fur et à mesure que se développe la socialisation des moyens essentiels de production. Cela ne veut pas dire que la planification socialiste signifie la liquidation brutale du secteur privé.

La période de transition impose une politique souple à l'égard du secteur privé national. Très souvent la nationalisation dans le secteur a lieu lorsque les représentants de la bourgeoisie nationale agissent contre les intérêts nationaux. Le reste du secteur privé national, représenté par les petites entreprises industrielles ou commerciales et par un grand nombre de paysans, ne compromet pas, dans certaines conditions, le développement économique du jeune Etat.

Mais cela demande l'orientation du développement économique de la part de l'Etat, c'est-à-dire ne pas permettre la transformation de ces petites entreprises en grandes entreprises capitalistes. Ce problème reste inséparable d'un autre, à savoir la collectivisation de la paysannerie et la modernisation des secteurs d'autoconsommation. Il s'agit, en effet, d'instituer un système financier efficace, capable de prélever une partie importante sur le profit réalisé par le capital étranger, de limiter dans une certaine mesure l'accroissement du profit des secteurs privés nationaux. Ces moyens peuvent être utilisés pour le développement du secteur d'Etat et coopératif. Ces mêmes institutions financières d'Etat peuvent être des instruments efficaces pour l'utilisation des sources financières externes pour l'industrialisation socialiste. En ayant des perspec-

tives économiques précises, on peut plus facilement élaborer des programmes spécifiques et des plans annuels ou pluri-annuels.

La faiblesse essentielle de la planification s'explique par le retard dans l'élaboration d'un programme économique à long terme et par des causes politiques, économiques et idéologiques. Le problème de la planification de l'économie d'Afrique n'est pas essentiellement technique mais constitue davantage un problème politico-économique. A notre avis, avant toute planification efficace en Afrique, se pose le problème de l'établissement, d'une manière planifiée, des conditions socio-économiques nécessaires.